

Philippines

Sarah Bestang K. Dekdeken
Jill K. Carin



Le dernier recensement réalisé aux Philippines en 2010 comprenait pour la première fois une variable ethnique mais aucun chiffre officiel concernant les peuples autochtones n'a encore été publié. La population autochtone du pays est toujours estimée entre 10% et 20% de la population nationale, évaluée à 100 981 437 habitants lors du recensement de la population de 2015. Les groupes autochtones dans les montagnes du nord de Luzon (Cordillère) sont collectivement connus sous le nom d'Igorot tandis que les groupes de l'île méridionale de Mindanao sont appelés Lumad. Il existe de petits groupes connus sous le nom de Mangyan dans l'île de Mindoro, ainsi que des groupes plus petits et dispersés, dans les îles Visayas et de Luzon, y compris plusieurs groupes de chasseurs-cueilleurs en transition.

Les peuples autochtones aux Philippines ont conservé une grande partie de leur culture traditionnelle et précoloniale, de leurs institutions sociales et de leurs pratiques de subsistance. De manière générale, ils vivent dans des zones isolées, marquées par des difficultés d'accès aux services sociaux de base et par le peu d'opportunités pour les activités économiques, l'éducation ou la participation politique. En revanche, les

ressources naturelles commerciales comme les ressources minérales, les forêts et les rivières sont souvent localisées sur leurs territoires, ce qui les rend continuellement vulnérables à un développement agressif et à l'accaparement des terres.

La loi de la République 8371, connue sous le nom de Loi sur les droits des peuples autochtones (Indigenous Peoples' Rights Act, IPRA), a été promulguée en 1997. La loi a été saluée pour son soutien à l'intégrité culturelle des peuples autochtones, à leurs terres et à leur droit pour un développement autogéré de ces terres. Cependant, une mise en œuvre plus substantielle de la loi est toujours attendue, en dehors des critiques fondamentales de la loi elle-même. Les Philippines ont voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, mais le gouvernement n'a pas encore ratifié la Convention 169 de l'OIT.

Évènements en 2018

Aux Philippines, les violations des droits humains et collectifs envers les peuples autochtones se sont aggravées en 2018 avec la proclamation de la loi martiale à Mindanao et la guerre sans merci contre les soi-disant terroristes. Le gouvernement a pris des mesures répressives contre les dissidents politiques suite à la déclaration de la Nouvelle Armée du Peuple (New Peoples' Army, NPA) et du Parti communiste des Philippines désignés comme des organisations terroristes. Le gouvernement des Philippines a suspendu unilatéralement les pourparlers de paix avec le Front démocratique national des Philippines, a poursuivi son programme de lutte contre l'insurrection, Oplan Kapayapaan, et a mis en œuvre d'autres politiques menaçant les droits des peuples.¹

2018 a été une autre année d'impunité dans le pays. Les populations autochtones et les défenseurs des droits de l'Homme ont été victimes d'attaques incontrôlées sous le régime tyrannique du président Rodrigo Duterte. Les défenseurs des droits des populations autochtones ont été criminalisés pour avoir protégé leurs droits sur leurs terres et leurs ressources contre le pillage et la destruction par de soi-disant projets de développement, et pour avoir lutté contre les violations des droits humains et la tyrannie.

Marquage du terrorisme, arrestations et détentions illégales

Les populations autochtones de tout le pays sont de plus en plus criminalisées, en particulier celles qui critiquent les politiques gouvernementales sapant leurs droits démocratiques. Les accusations forgées de toutes pièces contre des peuples autochtones et des défenseurs des droits de l'Homme ont été systématisées avec la constitution du Comité interinstitutionnel sur l'action judiciaire (Inter-Agency Committee on Legal Action, IACLA) du gouvernement, en octobre 2017. L'alliance pour la promotion des droits des peuples (KARAPATAN), nationale des organisations de défense des droits de l'Homme de l'Alliance pour la promotion des droits du peuple (KARAPATAN), alliance nationale des organisations de défense des droits de l'Homme, affirme que l'IACLA va légitimer la criminalisation de la dissidence et sert d'instrument de répression politique.²

L'Alliance nationale des organisations des peuples autochtones des Philippines (KATRIBU) a recensé 183 cas d'arrestations illégales d'autochtones depuis juillet 2016. Parmi eux, 42 sont toujours en détention pour des crimes qu'ils n'ont pas commis.³ Les accusations inventées de toutes pièces par les Forces armées des Philippines (Armed Forces of the Philippines, AFP) contre des autochtones comprennent des meurtres et la détention illégale d'armes à feu et d'explosifs. A Mindanao, Jo- morito Goaynon du peuple Higaonon et président de la Kalumbay Regional Lumad Organization a été illégalement arrêté et placé en détention en juillet, avec 12 participants à une réunion d'évaluation du projet dirigée par le diocèse de Libertad de l'Église indépendante des Philippines (Iglesia Filipina Independiente, IFI).⁴ Goaynon n'est que l'un des nombreux chefs autochtones Lumad de Mindanao qui font face à des accusations factices.

Dans la région de la Cordillère, Rachel Mariano, agente de santé, et quatre autres femmes défenseuses des droits humains font face à 14 chefs d'accusation factices de tentatives d'homicide. En février 2018, elles se sont présentées devant les tribunaux et ont déposé une caution pour prouver leur innocence. En septembre 2018, Mariano a été inculpée de meurtre et de huit autres cas de meurtres avec frustration, alléguant qu'elle était membre de la NPA. Comme une affaire de meurtre n'est pas punissable, Mariano a été arrêtée lorsqu'elle s'est soumise au tribunal et est toujours en prison au moment de la rédaction de cet article.⁵

Trois autres membres autochtones de la Cordillère ont été illégalement arrêtés et détenus en juillet 2018. De fausses accusations pour meurtres multiples ont été déposées contre leurs frères et sœurs, Edmond et Saturnino Dazon, les reliant à la rencontre entre l'AFP et la NPA au cours de laquelle des soldats de l'AFP ont été tués, qui s'est déroulée dans la région cinq jours avant leur arrestation.⁶

Dans la province d'Abra, Ceasario Baluga, membre de l'Alliance des peuples de la Cordillère d'Abra (CPA-Abra), a été illégalement arrêté et placé en détention au cours d'opérations militaires.⁷

L'affichage terroriste des défenseurs et militants des droits humains autochtones s'est également intensifié. Cette image a été répandue par la diffusion de textes et de publications sur les réseaux sociaux, ainsi que par la distribution et l'affichage de tracts portant le nom des activistes étiquetés comme terroristes. Pire encore, les défenseurs des droits de l'homme des autochtones sont catégoriquement qualifiés de terroristes par le gouvernement par le biais du tribunal judiciaire.

Pétition concernant la proscription des terroristes du ministère de la Justice (Department of Justice, DOJ)

En février 2018, le Ministère de la Justice a déposé une requête auprès de la 19^{ème} Cour du tribunal régional de première instance à Manille, dans laquelle elle cherchait à interdire le NPA et le Parti communiste des Philippines (Communist Party of the Philippines, CPP) en tant qu'organisations terroristes. 649 noms de présumés officiers et membres du NPA et du CPP ont été répertoriés, dont au moins 31 dirigeants autochtones. Parmi les nommés dans la liste, on y trouve : le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Vicky Tauli-Corpuz, le co-animateur du groupe principal des Nations Unies sur les objectifs de développement durable de l'ONU, Joan Carling, l'ancien membre du Mécanisme d'experts des Nations Unies sur les droits des autochtones, Atty Jose Molintas et les dirigeants de la Cordillera Peoples Alliance. La pétition est conforme à la loi de 2007 sur la sécurité humaine. En

vertu de cette loi, une fois que les organisations sont juridiquement considérées comme terroristes, les arrestations sans mandat, la surveillance et le gel des avoirs sont légalement autorisées à l'encontre d'une personne simplement soupçonnée d'avoir commis des actes terroristes ou de conspirer pour commettre des actes terroristes. Les peuples autochtones philippins ont critiqué la pétition en la qualifiant de malveillante et dénuée de fondement, avec l'intention de diffamer, de harceler et d'intimider les populations qui luttent pour leurs droits démocratiques et les communautés autochtones qui luttent pour leurs droits relatifs à leurs terres ancestrales et à l'autodétermination.⁸ Elle a été également largement critiquée et condamnée par la communauté internationale, y compris les agences de l'ONU et les organismes gouvernementaux. Dans une déclaration, le sénateur américain Patrick Leahy a notifié : *"Le problème de cette" liste de terroristes" est que le gouvernement l'utilise apparemment pour persécuter des personnes qui n'ont rien à voir avec le terrorisme, mais qui se sont livrées à des manifestations légitimes et pacifiques en opposition aux politiques gouvernementales qui menacent leur mode de vie."*⁹

Vicky Tauli-Corpuz, Jose Molintas et deux autres personnes nommée dans la pétition ont été effacées de la liste en août 2018. Le 3 janvier 2019, le ministère de la Justice a modifié sa pétition et réduit sa liste à huit noms, que l'agence veut désigner comme terroristes.¹⁰ Cependant, le secrétaire du DOJ, Menardo Guevarra, a déclaré que la suppression des noms de plusieurs personnes dans la pétition modifiée ne signifiait pas qu'elles ne soient plus liées à des affaires de terrorisme dans le pays.¹¹

Exécutions extrajudiciaires

Les exécutions extrajudiciaires restent monnaie courante dans le pays. En juillet 2018, Global Witness a signalé que les Philippines étaient le pays le plus dangereux pour les défenseurs de l'environnement en Asie pour l'année 2017, avec 47 défenseurs tués - le nombre le plus élevé jamais enregistré dans un pays asiatique.¹²

KATRIBU a quant à lui documenté au moins 51 autochtones tués entre juillet 2016 et octobre 2018.¹³ La plupart des victimes étaient accusées d'appartenir ou de soutenir le NPA. Il s'agit des victimes de la fameuse guerre contre la drogue de Duterte, qui aurait coûté la vie à plus de 20 000 personnes, mais le problème des drogues illicites persiste. Parmi les victimes d'exécutions extrajudiciaires, nombreux étaient des dirigeants et des membres de communautés et d'organisations locales qui protestaient contre des projets destructeurs tels que des projets d'extraction aurifère à grande échelle, de plantations agroalimentaires commerciales, de méga-barrages et des projets de production d'énergie. Le 2 mars 2018, Ricardo Mayumi du Mouvement paysan Ifugao, abattu par balle, était connu pour avoir dirigé l'opposition au projet hydroélectrique de Santa Clara Power Corporation dans sa ville natale de la province Ifugao.¹⁴

Les membres du Parlement de l'ASEAN ont condamné cet assassinat dans leur déclaration du 12 mars 2018, affirmant que cet assassinat mettait en lumière le climat de plus en plus hostile auquel sont confrontés les militants aux Philippines.¹⁵ Le 15 septembre 2018, Rex Hangadon, 23 ans, aurait été tué dans la région de Caraga par des membres du 23^{ème} bataillon d'infanterie de l'armée philippine.¹⁶

Loi martiale et évacuation forcée

En décembre 2018, le congrès a approuvé pour la troisième fois la demande du président Duterte de prolonger la loi martiale à Mindanao jusqu'à la fin 2019. Mindanao est sous le régime de la loi martiale depuis le 23 mai 2017, date depuis laquelle KARAPATAN a enregistré au moins 346 940 personnes touchées par les attentats à la bombe perpétrés contre des communautés par des militaires.¹⁷ Cela s'ajoute aux cas d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations et de détentions illégales, ainsi qu'aux attaques continues contre les écoles créées par les autochtones Lumad en partenariat avec des organisations non gouvernementales.

En vertu de la loi martiale de Duterte à Mindanao, les attentats à la bombe, le campement militaire au sein des communautés, les évacuations forcées, les arrestations et les détentions illégales en masse, le harcèlement et les manœuvres d'intimidation sont perpétrés en toute impunité. Vingt-quatre des 51 victimes d'exécutions extrajudiciaires d'autochtones ont été commis sous la loi martiale.¹⁸

Les peuples autochtones de Lumad ont continué à évacuer de force leurs communautés en raison de la militarisation, des opérations militaires et des violations des droits humains commises par l'armée et les groupes paramilitaires philippins. Sous l'administration Duterte, KATRIBU a documenté 67 incidents d'évacuation forcée de communautés, touchant un total de 38 841 personnes appartenant à des peuples autochtones.¹⁹

En juillet 2018, 1 600 résidents des communautés Lumad de Lianga et de San Agustin, dans le Surigao del Sur, ont été évacués de force en raison d'opérations militaires dans leurs communautés. Au centre d'évacuation, ils ont souffert d'un manque d'eau et de mesures de sécurité strictes de la part de l'armée qui les incitait à rentrer chez eux malgré l'anxiété et la peur quant à leur sécurité. Des membres du groupe paramilitaire Magahat-Bagani, impliqué dans des assassinats extrajudiciaires d'autochtones, étaient également postés devant le centre d'évacuation et, par le biais d'un système de sonorisation, accusaient les évacués d'être des partisans du NPA.²⁰ La vallée de l'Andap, occupée par les évacués, serait le lieu où cinq sociétés d'extraction du charbon seraient sur le point de fonctionner. La vallée fait partie des domaines que le président Duterte a déclaré vouloir ouvrir aux investissements. Les autochtones Lumad pensent donc que le but de la militarisation sur leurs terres ancestrales est de faire taire toute opposition contre les projets d'extraction de charbon.

Projets miniers et énergétiques sur des terres autochtones

Les territoires autochtones demeurent une cible de destruction et de pillage par les sociétés d'État et privées par le biais de projets miniers, énergétiques, à grande échelle, de plantations agro-industrielles et d'infrastructures. Sous le programme de développement économique de Duterte « *Construisez ! Construire ! Construisez !* », au moins 29 accords ont été signés entre le gouvernement philippin et le gouvernement chinois en novembre 2018.²¹ Il s'agit notamment du projet d'irrigation par pompe de la rivière Chico dans les provinces Kalinga et Cagayan et du projet de barrage de la rivière New Centennial ou du barrage de Kaliwa dans les provinces de Rizal et de Quezon. Les deux projets ne disposent pas du consentement préalable, donné librement et en

connaissance de cause (*Free, prior and informed consent, FPIC*) des communautés autochtones touchées.

Les deux projets favoriseront également la Chine, notamment au niveau des taux d'intérêt élevés sur les prêts (62 millions USD pour le projet Chico et 234 millions USD pour le projet du barrage de Kaliwa), ce qui constituera un fardeau supplémentaire pour les Philippines. En 2018, le gouvernement a adopté et mis en œuvre la loi de Réforme fiscale pour l'accélération et l'inclusion (*Tax Reform for Acceleration and Inclusion, TRAIN*), qui vise à collecter des fonds pour des projets dans le cadre du programme « *Construire ! Construire ! Construire !* ». Combinée à des taux d'inflation élevés, la loi TRAIN a entraîné une flambée des prix des produits de base et des biens de base, ce qui a un impact considérable sur les populations autochtones pauvres et marginalisées.

Sous le régime du président Duterte, la construction de méga-barrages dans les territoires autochtones continue de menacer les terres et les ressources autochtones. Ces projets comprennent les barrages Agus-Pulangi²², le barrage de Jalaur²³, le barrage de Balog-Balog²⁴, le complexe hydroélectrique Alimit²⁵, le barrage de Karayan²⁶ et d'autres projets hydroélectriques.

Les contrats d'exploitation du charbon émis par le ministère de l'Énergie empiètent sur des centaines de milliers d'hectares de terres ancestrales dans le complexe de la vallée de l'Andap et dans plusieurs provinces de Mindanao.²⁷

Sur les grandes exploitations minières, il y a actuellement 230 applications minières approuvées sur 447 situées dans des territoires ancestraux. Celles-ci couvrent 542 245 hectares de terres ancestrales, soit 72% de la superficie totale couverte par toutes les applications minières approuvées dans le pays.²⁸ En septembre 2018, au moins 97 personnes sont mortes dans la province Benguet après avoir été enterrées vivantes lors de glissements de terrain importants lorsque le typhon Ompong a frappé le nord des Philippines. Les habitants locaux pensent que les opérations minières souterraines à grande échelle de la Benguet Corporation depuis 1903 ont aggravé l'instabilité du sol, provoquant ainsi des glissements de terrain considérables pendant la saison des typhons.²⁹

Réponse des peuples autochtones

Les peuples autochtones, auxquels se sont joints divers groupes de la société civile, ont organisé de nombreuses protestations condamnant les attaques du régime Duterte contre eux. Ils ont également appelé le gouvernement à reprendre les pourparlers de paix avec le Front national démocratique des Philippines afin de s'attaquer aux racines du conflit armé.

En mai 2018, les représentants des peuples autochtones de différentes régions se sont réunis pour une consultation nationale avec Vicky Tauli-Corpuz, Représentante spéciale des Nations Unies. L'événement comprenait la documentation sur les violations des droits des peuples autochtones, suivie d'un dialogue en ligne et de la soumission d'affaires au rapporteur spécial de l'ONU.³⁰

Des représentants de KATRIBU, CPA et du peuple autochtone Lumad ont participé au Tribunal international des peuples (International Peoples Tribunal, IPT) pour les

Philippines, qui s'est tenu en Belgique en septembre 2018. Ils ont présenté des témoignages sur les attentats à la bombe perpétrés dans la communauté, la criminalisation et d'autres violations des droits humains perpétrées par les forces de sécurité de l'État, ainsi que sur les problèmes économiques connexes, tels que les projets d'exploitation minière et de barrage. L'IPT a conclu que le régime Duterte était coupable de violations flagrantes des droits de l'Homme, du droit international humanitaire et de l'autodétermination.³¹

¹ Voir The Indigenous World 2018, p. 281

² Voir Bulatlat, "Is 'White December' next as military-concocted Red October fizzles out? Rights defenders ask" at <http://bit.ly/2T7dKxp>

³ TIBALYAW Official Publication of Katribu Kalipunan ng Katutubong Mamamayan ng Pilipinas (KATRIBU), December 2018

⁴ Karapatan Monitor. *Two Years of Duterte: Overture to a rapid political and economic decay*. Published by KARAPATAN Alliance for the Advancement of People's Rights, July to September 2018

⁵ Voir Cpaphils, "Urgent Appeal to Support Indigenous Human Rights Defender Rachel Mariano" at <http://bit.ly/2Eg1a11>

⁶ Voir Takderkordi, "Alert: Illegal Arrests and Detention in Besao and Other Violations by the 5th and 7th ID of the AFP" : <http://bit.ly/2EfeAhg>

⁷ Voir cpaphils, "Stop the attacks of the 24th IB against indigenous communities in Abra" : <http://bit.ly/2EsCITl>

⁸ voir Civicus, "Cordillera Peoples Alliance" : <http://bit.ly/2Ec1Bg8>

⁹ Voir "US Senator Patrick Leahy Statement on Defending Indigenous Activists in the Philippines" : <http://bit.ly/2Ej6h48>

¹⁰ Voir Rappler, "DOJ trims terror tag list of Reds from over 656 to 8" : <http://bit.ly/2EmKg4y>

¹¹ Voir Manila Bulletin News, "Individuals excluded from list of communist rebels not yet off the hook" : <http://bit.ly/2Elr6vT>

¹² Voir Global Witness, "Deadliest year on record for land and environmental defenders, as agribusiness is shown to be the industry most linked to killings" : <http://bit.ly/2EfWRGy>

¹³ Op. cit. TIBALYAW

¹⁴ Voir Rappler, "Ifugao environmental activist shot dead" : <http://bit.ly/2EjTiPx>

¹⁵ Voir IPMG, "ASEAN MPs condemn murder of indigenous activist in the Philippines, call for protection of environmental rights defenders region-wide" : <http://bit.ly/2EfRreB>

¹⁶ Voir Inquirer News, "Lumad killed in Agusan Del Norte" : <http://bit.ly/2EjVK8B>

¹⁷ Voir "Karapatan on another martial law extension in Mindanao" : www.karapatan.org

¹⁸ Op. cit. TIBALYAW

¹⁹ Ibidem

²⁰ Voir Philstar Global, "Lumad evacuees face harassment, lack of water and food" : <http://bit.ly/2Ek9LTI>

²¹ Voir Sunstar, "Philippines, China sign 29 agreements" : <https://www.sunstar.com.ph/article/1774942>

²² Voir BusinessWorld, "Agus-Pulangi rehab named priority among China-funded projects" : <http://bit.ly/2T510ra>

²³ Voir PNA, "NIA, Korean firm ink deal for P11.2-B Iloilo mega dam construction" : <http://bit.ly/2T8Paw0>

²⁴ Voir Inquirer.Net, "Tarlac mega dam project starts" : <http://bit.ly/2T3Wr09>

²⁵ Voir Philippine Information Agency, "Ifugao officials, SNAP approve hydropower agreement" : <http://bit.ly/2T6mAeM>

²⁶ Voir Rappler, "Locals protest Duterte admin's Chico River project" : <http://bit.ly/2T5Wrgi>

²⁷ Op. cit TIBALYAW

²⁸ Ibidem

²⁹ Voir Caphils, “Hold Benguet Corp accountable for the lost lives and livelihood! Stop man-made disasters caused by large-scale mining!” : <http://bit.ly/2T7l8Jf>

³⁰ Voir GMA News Online, “Indigenous groups, UN rapporteur Tauli-Corpuz discuss Lumad killings, harassment” : <http://bit.ly/2Eit0xf>

³¹ Voir The International Association of Democratic Lawyers (IADL), “International People’s Tribunal on the Philippines Issues Verdict on Duterte and Trump” : <http://bit.ly/2EfSbQV>

Sarah Bestang K. Dekdeken est une Kankanaey Igorot de la région de la Cordillère nord des Philippines. Elle est l'actuelle secrétaire générale de l'alliance des Peuples de la Cordillère, une fédération d'organisations populaires progressistes, la plupart étant des organisations locales de communautés autochtones de la région de la Cordillère.

Jill K. Cariño, une Igorot Ibaloi, est l'actuelle Vice-présidente des Affaires extérieures de l'Alliance des Peuples de la Cordillère, et Coordinatrice et Directrice de programme de l'Équipe spéciale des Philippines pour les droits des peuples autochtones (Philippine Task Force for Indigenous Peoples' Rights, TFIP), un réseau de 11 organisations non gouvernementales aux Philippines défendant la cause des peuples autochtones.

Source : IWGIA The Indigenous world 2019
Traduction par **Aurélie Druguet**
Membre du réseau des experts du GITPA pur l'Asie